

LE PRÉSIDENT WILSON FAIT DU "FOOTING" APRES UNE SÉANCE DE LA CONFÉRENCE



LE PRÉSIDENT SORT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Au lendemain de son arrivée inoubliable et de l'accueil triomphal qui lui fut réservé par la population de Paris, M. Woodrow Wilson confia à des représentants de la presse qu'une telle réception l'émouvait beaucoup. « Toutefois, ajoutait-il, je serais reconnaissant aux Parisiens de me laisser circuler désormais



M. WILSON SUR L'ESPLANADE DES INVALIDES

en simple promeneur ». Le président a commencé de réaliser son désir. Hier, après la Conférence, on a pu le rencontrer rentrant à pied à l'hôtel Murat, accompagné d'un secrétaire et suivi d'un détective. Peut-être les passants n'ont-ils pas paru aussi indifférents que le souhaitait M. Wilson, mais ils s'y feront.



M. WILSON TRAVERSE LE PONT ALEXANDRE-III

AUX INVALIDES



LE GÉNÉRAL MONIER DÉCORE LE CAPITAINE BOUCHARDON

Le capitaine Bouchardon a reçu la rosette d'officier de la Légion d'honneur au cours de la dernière prise d'armes de la guerre.

PETITES LORRAINES A LA STATUE DU MARÉCHAL NEY



AU MILIEU DES FILLETES VÊTUES DU COSTUME LORRAIN, ON RECONNAÎT LE GÉNÉRAL DE MAUD'HUY ET M. PREVEL, MAIRE DE LA VILLE DE METZ

La société « Les Enfants de Metz de Paris » s'est rendue en pèlerinage dans la bonne ville lorraine. Une délégation de la « Lorraine sportive », drapeau en tête, accompagnait les visiteurs à travers les rues de Metz. Une manifestation émouvante eut lieu au pied de la statue du maréchal Ney. M. Prevel, le maire de Metz, prit la parole, célébrant le vaillant soldat.

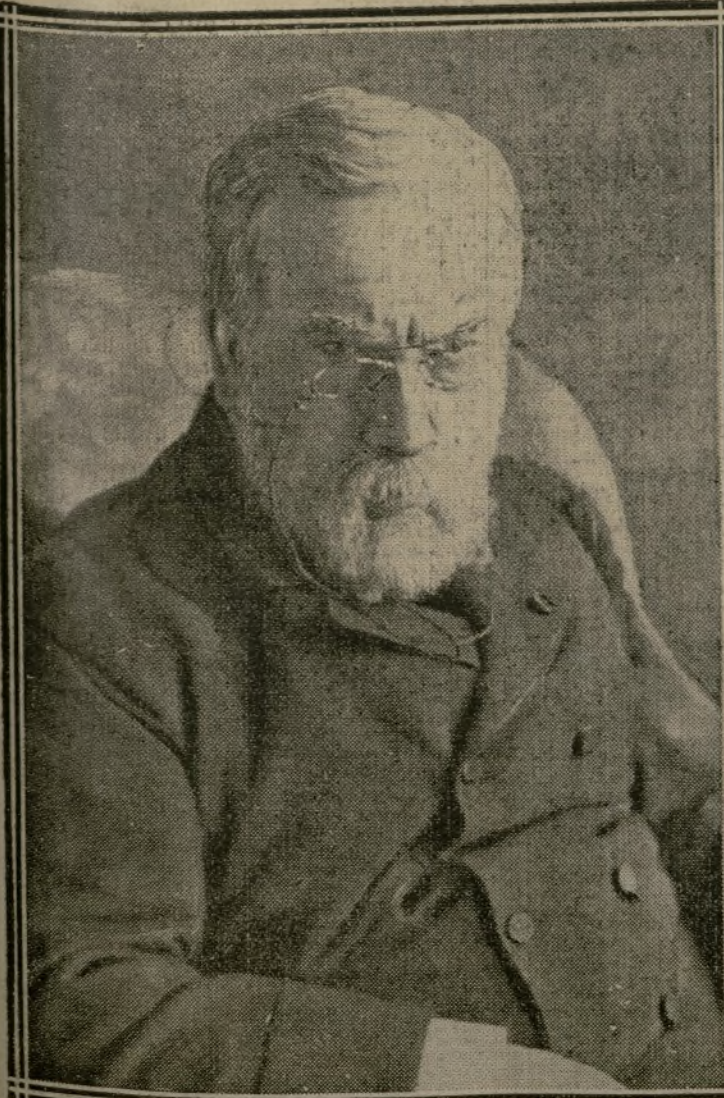
PRISE D'ARMES



LE LIEUTENANT MORNET DÉCORÉ DE LA LÉGION D'HONNEUR

Le commissaire du gouvernement près le conseil de guerre a été fait chevalier de la Légion d'honneur dans la cour des Invalides.

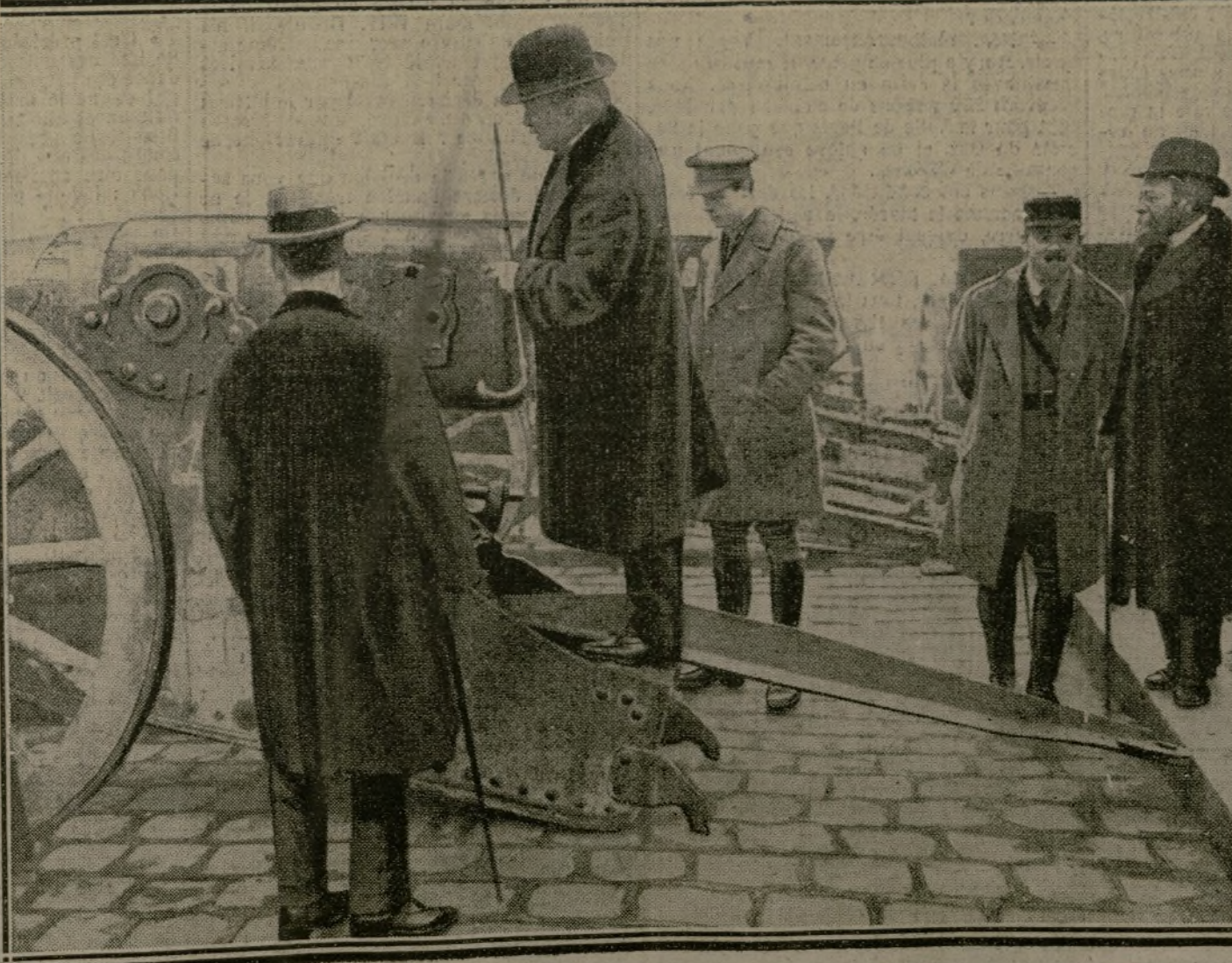
GUITRY-PASTEUR



GUITRY DANS SON DERNIER RÔLE

Dans « Pasteur », la nouvelle pièce de son fils, M. Lucien Guitry s'est composé de façon saisissante la tête caractéristique du savant. — Ph. Gerschell.

M. LLOYD GEORGE INSPECTE LES TROPHÉES



LE MINISTRE ÉTUDIE LE MÉCANISME D'UNE PIÈCE LOURDE ALLEMANDE

M. Lloyd George aime beaucoup Versailles. Au cours des séjours qu'il fit à Paris durant la guerre, le président du Conseil britannique alla fréquemment déjeuner dans la ville des rois. Lors de sa dernière promenade, il s'est particulièrement intéressé aux canons qui ornent la grande cour du palais.

GÉMIER-SHYLOCK



GÉMIER DANS « LE MARCHAND DE VENISE »

Le célèbre artiste vient de retrouver dans le rôle du juif Shylock du « Marchand de Venise », au théâtre Antoine, son grand succès de la création.

L'EMPIRE ALLEMAND DE DEMAIN

M. Henri Lichtenberger, professeur à la Sorbonne, nous dit ce qu'il faut entendre par l'expression "Reich", et quelles destinées il prévoit pour l'Allemagne nouvelle.

Lorsque les journaux allemands ont parlé, ces jours-ci, du projet de Constitution pour la nouvelle Allemagne, qui a été élaboré, le 15 et le 16 janvier, par le Conseil des ministres, et qui doit être soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale élue le 49 janvier, ils ont employé pour désigner le futur Etat allemand l'expression de *Reich*, dont la traduction française est *Empire*. Or, il importe beaucoup que cette expression ne produise pas, chez le lecteur français, un malentendu. Un *Empire* est, pour nous, un *Etat régi par un empereur*. Dès lors, quand nous entendons parler d'une Constitution pour l'*Empire* allemand, nous nous demandons instinctivement si l'on n'envisagerait pas, chez nos ennemis, une restauration impériale, et si l'on ne se disposerait pas à replacer Guillaume II ou quelque autre souverain à la tête de l'Allemagne. Rien n'est plus erroné qu'une pareille supposition. Un *Etat régi par un empereur* se dit en allemand non pas *Reich*, mais *Kaiserreich*. Le mot simple *Reich* désigne l'ensemble du territoire fédéral, par opposition aux Etats particuliers.

Il ne peut y avoir à cet égard aucune équivoque possible pour un Allemand. La fondation du *Reich* a bien coïncidé pour eux avec la restauration de la dignité d'empereur allemand en 1871. Mais elle est, pour eux, essentiellement le résultat du mouvement qui a fait l'unité allemande : il y a eu un *Empire* le jour où, au-dessus des Etats particuliers-autonomes et jaloux de leur souveraineté, il y a eu une autorité centrale capable de gérer les intérêts collectifs de la nation et possédant un pouvoir effectif. L'Allemagne forgée par Bismarck n'était plus une simple fédération d'Etats indépendants, mais une robuste monarchie militaire à peine plus décentralisée que les autres Etats européens. Or, c'est cette solide unité de l'Empire à laquelle tiennent les Allemands, qu'ils soient d'ailleurs monarchistes ou socialistes.

Il ne faudrait pas s'imaginer, en effet, que les socialistes soient hostiles à la centralisation. Ils considèrent au contraire qu'elle est une conséquence nécessaire et normale de l'évolution générale, un aspect de la grande loi de concentration qui régit le capitalisme. L'évolution tend à substituer à la multiplicité des petits Etats une oligarchie de vastes groupements d'Etats, tout comme elle tend, dans l'industrie, à substituer à la multiplicité des petites usines concurrentes une oligarchie de puissantes entreprises, de gigantesques cartels. Sans doute le capitalisme de-

tiens et l'Allemagne, elle-même, d'une tyrannie qui ne s'est imposée naguère que par la force des armes et qui, même jusqu'à ces dernières années, soulevait des résistances dans bien des contrées de l'Allemagne, notamment en Bavière ou dans la vallée du Rhin. Le projet de réforme constitutionnelle prévoit donc que les territoires peuplés de plus de deux millions d'habitants pourront se constituer en Etats libres, si bien que la Prusse se trouve scindée par là en huit ou neuf petits Etats et se voit dépouillée du même coup de tout le prestige que lui conférait sa masse.

Cela ne signifie d'ailleurs nullement que l'Empire verra son importance diminuée. Bien au contraire. Dans l'ancien Empire la puissance réelle appartenait à la Prusse et à ses représentants. Dans la nouvelle Allemagne, la Prusse se trouvera détrônée. Mais rien ne fait prévoir que l'autorité du pouvoir central doive être sacrifiée. Par son projet de division territoriale, le gouvernement poursuit divers avantages. D'une part, il satisfait à bon compte le goût d'autonomie que manifestent certaines populations et leurs petites rancunes à l'égard de Berlin. D'autre part, il simplifie sa tâche en rejetant sur chaque Etat particulier le soin de résoudre pour son propre compte certains problèmes épineux, comme la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Mais rien n'indique que, pour l'essentiel, au point de vue militaire, politique, diplomatique, financier, etc., le pouvoir central abdique en quoi que ce soit vis-à-vis des Etats particuliers. On peut prévoir, tout au contraire, qu'il se sentira bien plus libre et plus fort vis-à-vis des huit ou neuf petits Etats entre qui la Prusse se trouve répartie qu'il ne l'était vis-à-vis de l'ancienne Prusse.

Ne nous faisons donc pas d'illusions. La nouvelle Allemagne ne sera pas moins centralisée que l'ancienne. Nous n'y verrons pas refluer le particularisme séparatiste de jadis. Les Allemands ont trop bien appris que seule l'unité fait la force. Ils ne l'oublieront plus. Ce n'est pas à dire, cependant, que le morcellement de la Prusse soit chose indifférente pour nous. Il aura pour conséquence à peu près certaine un affaiblissement considérable du patriotisme prussien, ou, plus exactement, de l'esprit prussien. Il y a des chances pour que cet esprit prussien, qui, depuis cent cinquante ans, a gagné tant de terrain, et a fini par exercer une telle domination en Allemagne, repère en grande partie ses gains, le jour où les fonctionnaires brandebourgeois ou poméraniens n'exerceront plus leur autorité dans toutes les provinces. Souhaitons que cette éclipse de la Prusse soit durable, et que la nouvelle Allemagne soit définitivement libérée de cette emprise qui lui a été si néfaste. Ce serait là un avantage considérable que le nouveau régime pourrait apporter à la France et au monde.

Henri LICHTENBERGER.

Notre flotte marchande libérée le 1^{er} mars

Le commissariat de la marine marchande se dispose à rendre la liberté complète, ou à peu près, à la flotte marchande française. Tous les paquebots, cargos mixtes et cargos simples, seraient déchargés, à bref délai, probablement pour le 1^{er} mars prochain. Le commissariat de la marine marchande serait disposé, dit-on, à lever même le préavis d'un mois qui, aux termes de la convention votée par les Chambres, doit être donné aux armateurs.

On examine à l'heure actuelle deux formules de régime transitoire à adopter immédiatement après déchargement.

Pour les affrètements, les prix minima de l'affrètement en time-charter actuellement en vigueur seront strictement appliqués aux vapeurs neutres. Cependant, pour ne pas priver la France de tonnage, dans le cas où un affrètement de vapeur neutre serait refusé par la commission internationale, la Grande-Bretagne, aux termes d'un accord récent, se serait engagée à nous fournir un vapeur anglais en remplacement.

Il résulte de ce qui précède que la marine marchande française revient au régime de liberté. Les frets seront taxés seulement pour les marchandises d'Etat, c'est-à-dire achetées par le Ravitaillement. Les deux tiers de la capacité des navires seraient réservés à des marchandises à fret taxé. Le tiers restant serait donné au commerce libre, et les taux de fret seraient également libres.

Au Sénat

M. Antonin Dubost, a prononcé hier, au Sénat, l'éloge funèbre de M. Huguet, sénateur du Pas-de-Calais, doyen d'âge de la Haute Assemblée dont il faisait partie depuis 1876, sans interruption.

La séance a été ensuite levée en signe de deuil.

Le Sénat siégera cet après-midi.

LA CRISE DES TRANSPORTS

L'ENGORGEMENT DE LA GARE DES BATIGNOLLES

IL Y A LA DES TRAINS COMPLETS DE CHARBON, DE FARINE, DE POMMES DE TERRE

Et c'est la crue de la Seine qui est la cause principale de cet encombrement.

Depuis trois semaines, les personnes qui ont l'occasion de passer par la gare des Batignolles s'étonnent du nombre de trains et de wagons qui obstruent les voies, ainsi que des quantités de marchandises amoncelées sur les quais.

On a l'impression d'un formidable engorgement.

Il n'est pas une voie où des trains, chargés de denrées de toutes sortes, n'attendent leur déchargement. Il y a là des trains complets de charbon, de farine, de bois de chauffage ou de construction ; nous avons compté 18 wagons de « papier journal » et jusqu'à 90 wagons de pommes de terre, lesquelles, par ces temps de gel, ne sont rien moins qu'en sécurité.

Sur les quais de déchargement s'entassent, pêle-mêle, tonneaux de morue, fûts de cidre ou de vin, instruments aratoires, caisses de toutes dimensions...

Le fameux problème des transports, à défaut de la solution attendue, irait-il s'aggravant ?

Et nous avons posé la question à M. Jost, inspecteur principal de la gare des Batignolles.

— Il existe, ici, nous a-t-il dit, une gêne sensible depuis la crue de la Seine. La gare du Champ-de-Mars, inondée, a été fermée, et nous assurons la totalité de son transit. Et puis, le ravitaillement de Paris en charbon, la navigation fluviale étant interrompue, se fait entièrement par voie ferrée, et c'est ici qu'ont lieu les arrivages. Cela représente un surcroît considérable de trafic qui dépasse de beaucoup la capacité normale de notre gare.

— Quelle est cette capacité, en période normale ?

— Nous avons, habituellement, un mouvement quotidien moyen de 3.000 wagons.

— Et quel est le mouvement d'aujourd'hui ?

— 3.000 wagons.

— Alors ?

— Nous ne pouvons pas dépasser cette limite et, pour faire face à la situation actuelle, il nous faudrait pouvoir aller jusqu'à 5.000 wagons par jour. Voilà pourquoi des trains attendent.

AUTRES CAUSES

— Quelles sont les causes de cette limitation ?

— Le défaut d'espace et de personnel. Nous avons dû céder à la Croix-Rouge américaine un grand quai, où il nous est difficile de décharger 120 wagons de plus par jour. Quant au personnel, il nous manque, pour le moins, 500 agents, manutentionnaires et hommes d'équipe.

— Et la démolition ?

— On nous a bien envoyé quelques hommes démolisseurs, mais aucun d'eux n'est du métier et leur rendement de travail individuel est certainement fort au-dessous de la moyenne.

— Voyez-vous des causes plus générales à cet état de choses ?

— Oh ! il n'en manque certes pas. Par exemple, la fixation maximum des expéditions à 300 kilos occasionne un supplément insoupçonné d'écritures, des pertes de temps pour le pointage et une main-d'œuvre plus nombreuse. Un particulier qui veut envoyer 30 tonnes de marchandises confectonnera cent paquets de 300 kilos au lieu d'un : vous voyez tout de suite l'excédent de travail que cette pratique entraîne.

— D'autre part, nous avons reçu un certain nombre de wagons allemands, dont l'écartement des essieux est trop grand et qui, de ce fait, sont difficilement manœuvrés sur nos plaques tournantes. Et cela aussi, répété cent fois par jour, est une perte de temps.

— Les destinataires procèdent-ils, au moins, à l'enlèvement rapide de leurs marchandises ?

— Non, malheureusement. Voyez nos quais. Il n'y a plus de place. Il faut compter aussi avec la crise du camionnage. Nous recevons 250 wagons de charbon par jour, tant pour la Ville de Paris que pour la Société du Gaz, et on enlève seulement une centaine de wagons.

— Dans ces conditions, les denrées fraîches, comme la viande, le gibier, la viande, le bœuf, doivent être fréquemment avariés ?

— J'apporte personnellement tous mes soins à effectuer, tous les matins, à la première heure, ces livraisons délicates et, jusqu'à présent, j'y suis régulièrement parvenu.

— Et les expéditions ?

— Elles ont lieu normalement.

— Cette situation se prolongera-t-elle ?

— Je ne pense pas. Avec la décrue de la Seine, le trafic fluvial nous « décongestionnera » certainement.

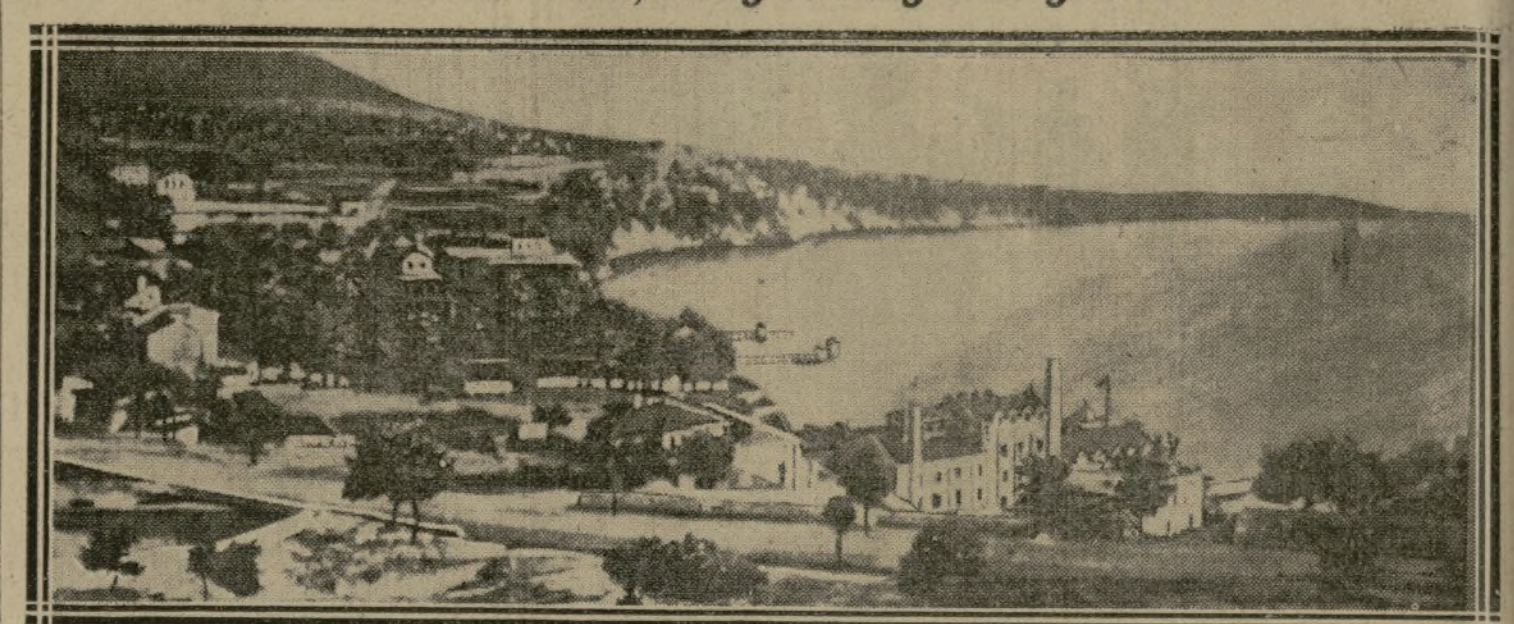
— Acceptons-en l'augure. — G. S.

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

HIER EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DE DEMAIN

LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS TERRITORIALES A DONNÉ LIEU A DES ÉCHANGES DE VUES ENTRE ALLIÉS

Aujourd'hui, réunion du Conseil supérieur de guerre, auquel participeront les maréchaux Foch, Douglas Haig et le général Diaz



L'ILE DE PRINKIPO, DU GROUPE DES ILES DES PRINCES, OU SONT CONVOQUÉS LES DÉLÉGUÉS DES DIFFÉRENTS PARTIS RUSSES

Officiel, 23 janvier. — La réunion a procédé à l'examen des matières à inscrire à l'ordre du jour de la conférence plénière de samedi.

Les questions suivantes ont été envisagées à ce point de vue :

1^o Législation internationale du travail ;

2^o Responsabilités de la guerre et sanctions ;

3^o Réparation des dommages ;

4^o Régime international des ports, voies d'eau et voies ferrées.

En outre, la réunion a commencé l'étude de la méthode de travail à appliquer au règlement des questions territoriales.

Le conseil supérieur de guerre se réunira demain vendredi, à 10 h. 30.

Le maréchal Foch, le maréchal Haig, le général Diaz y assisteront ainsi que les représentants militaires à Versailles des puissances alliées et associées.

Le texte du communiqué d'hier est très concis. Il fait néanmoins connaître qu'un progrès sensible a été obtenu dans l'organisation du travail de la Conférence.

La grande question à résoudre d'abord était celle de savoir la part qui serait donnée aux commissions dans l'élaboration de la paix. Cette question est tranchée en ce qui regarde les quatre points énumérés par le communiqué d'hier : pour la législation internationale du travail, les responsabilités et sanctions de la guerre, les réparations, et le régime des ports, fleuves, canaux et voies ferrées, des commissions seront nommées et saisies. C'est déjà le cas pour la Société des nations.

M. Lloyd George a pris une part active à l'établissement de cette méthode de travail.

On peut donc considérer que, d'ores

et déjà, cinq grandes commissions existent. Nous croyons que les Etats moyens et petits y seront représentés à côté des grandes puissances.

Quant aux questions territoriales, elles n'ont été l'objet que d'un échange de vues générales dans la conversation d'hier. Seront-elles, elles aussi, confiées à une commission ou réservées pour des séances plénières qui, celles-là, rentreraient certainement dans la catégorie des séances confidentielles ? Il n'a pas été pris de décision à cet égard.

Si le système des commissions est adopté, il faudra encore savoir s'il y a lieu de nommer des commissions multiples, et combien. En tout cas, il n'échappe à personne que les questions territoriales sont les plus importantes de celles qui devront être traitées.

Le communiqué nous apprend, en outre, qu'il y aura aujourd'hui un conseil de guerre auquel assisteront les grands chefs militaires de l'Entente. L'objet de cette réunion est tenu rigoureusement secret. On peut deviner seulement que l'occupation de la rive gauche du Rhin, la démobilisation chez les Alliés, les conditions et les possibilités d'un désarmement général après la paix, et les agitations, souvent poussées jusqu'à conflits armés, des nationalités de l'Europe centrale et orientale, offrent aux autorités militaires de nombreux sujets de conversation.

La responsabilité des auteurs de la guerre

La délégation belge à la Conférence de la paix s'occupe de la question de la responsabilité des auteurs de la guerre et des châtiements des crimes commis par l'ennemi au cours de celle-ci. Des avis ont été demandés d'urgence à des savants belges spécialistes du droit des gens.

Il est intéressant de remarquer qu'en ce qui concerne la Belgique la responsabilité des auteurs de la guerre se présente

d'une façon toute spéciale par le fait que la violation de la neutralité belge se trouve à l'origine même des hostilités, et que de continuelles infractions aux principes du droit des gens ont été commises à l'égard des personnes et des biens pendant l'occupation.

On se souvient qu'une commission d'enquête a été constituée par le ministère de la Justice belge dès le 7 août 1914, pour recueillir, concentrer et examiner de la manière la plus impartiale et la plus attentive toutes les atteintes au droit des gens. Les volumineux dossiers qu'elle a réunis constituent un réquisitoire implacable contre les auteurs des pires attentats commis par les Allemands au cours de ces quatre années de guerre.

La mission d'enquête en Pologne

Les huit membres de la mission internationale chargés de procéder à une enquête en Pologne n'ont pas encore été désignés. On sait que l'Amérique, l'empire britannique, la France et l'Italie se sont représentés chacun par deux délégués, un civil et un militaire. Il paraît certain que les délégués militaires seront choisis parmi les officiers généraux des armées alliées qui se trouvent déjà en Pologne.

Un message du roi de Monténégro

Le roi de Monténégro, informé des incidents tragiques qui désolent actuellement son pays, et désireux d'arrêter l'effusion de sang, vient d'adresser à son peuple le message suivant :

« Je vous supplie de rester tranquillement chez vous et de ne pas vous opposer par les armes aux troupes qui cherchent à s'emparer du gouvernement de notre pays. J'ai reçu les plus hautes assurances des hauts représentants des pays alliés que, très prochainement, une bonne occasion sera offerte au peuple monténégrin de se prononcer librement sur la forme politique de son futur gouvernement.

« Pour ma part, c'est avec plaisir que je me rangerai à cette décision. »

Ce message a été approuvé par la Conférence de la paix dans sa séance d'hier et c'est elle qui en a autorisé l'envoi au Monténégro.

AUTOUR DE LA CONFÉRENCE DE PRINKIPO

L'opinion de MM. Albert Thomas et Presta, commissaire du gouvernement esthonien. L'impression au Comité russe de Paris.

On sait que, lors de son passage au ministère de l'Armement, M. Albert Thomas fit un voyage en Russie au début de la révolution de mars 1917. Depuis, il n'a point cessé de suivre avec une extrême attention ce qui avait trait aux affaires russes. Que pense-t-il, que pensent les socialistes de la décision prise par le bureau de la Conférence d'envoyer une délégation alliée à Prinkipo ? Il était intéressant de le lui demander.

Même après la décision que vous savez, nous déclare l'ancien ministre, je ne puis que vous exprimer à nouveau l'opinion que j'ai exposée à maintes reprises dans nos réunions publiques et dans la presse. Il est d'abord un fait certain et sur lequel chacun devrait être d'accord : aucune paix européenne ni universelle n'est possible, tant que le problème russe ne recevra pas une solution ferme, et cela en vertu même des principes communs proclamés par les puissances alliées et associées.

Qu'il le veuille ou non, le monde est tenu de régler la situation de la Russie. Car les garanties de paix que nous prendrons à l'ouest demeureront en grande partie vaines si, en même temps, si, tout d'abord, nous n'en obtenons pas à l'est, en

amenant la Russie à reconnaître ses obligations envers la Société des nations libres et démocratiques.

C'est précisément l'établissement de la Société des nations, fondée sur l'indépendance des peuples et l'ordre dans la liberté, qui donne le droit et crée le devoir aux puissances alliées et associées d'agir sur la Russie. Le président Wilson a défini les conditions que l'Allemagne devrait remplir pour être admise dans la Société des nations : faculté pour le peuple de disposer de son sort, élimination des Hohenzollern. De même, l'Entente devrait poser publiquement aux divers gouvernements de la Russie, y compris celui des Soviets, des conditions qui soient celles de toute libre société organisée et qui, réalisées, permettraient d'admettre tout ou partie de la Russie dans la Société des nations.

« Au cas où le gouvernement bolchevik refuserait d'accepter ces conditions, dont le détail reste à fixer ; s'il poursuivait son œuvre d'impérialisme, de massacre et d'anarchie économique et sociale, l'Entente pourrait et devrait aider et protéger les peuples qui sont ses victimes : Polonais, Lithuaniens, Esthoniens et Lettons ; elle devrait enfin ravitailler et soutenir de tous

les moyens les Russes qui luttent contre lui à l'intérieur. »

Il m'est avis, par suite, conclut M. Albert Thomas, que l'envoi de délégués pour les mettre en contact avec des représentants des gouvernements russes ne fera que retarder inutilement la solution du problème russe, alors que nous n'avons déjà perdu que trop de temps. — E. H.-K.

Déclarations de M. Presta

Le gouvernement esthonien ne se trouvant encore saisi d'aucune invitation officielle à la conférence de Prinkipo, M. Presta ne peut parler qu'en son propre nom. En principe il est d'avis que les Esthoniens ne doivent perdre aucune occasion d'exposer leur point de vue aux gouvernements des grandes puissances, qu'ils doivent donc se rendre à Prinkipo, sans pour cela renoncer à faire valoir leurs droits devant la Conférence de la paix.

Au Comité russe de Paris

Le prince Lvov représente à Paris le gouvernement d'Omok, et préside au Comité russe de Paris, qui comprend les représentants des gouvernements d'Omok, d'Ekaterinodar, d'Arkhangel, etc. Le prince Lvov fut également le chef du gouvernement provisoire de Russie organisé au lendemain de la révolution, en mars 1917. Cette haute personnalité russe ne dissimulait pas, hier matin, son regret et son étonnement d'apprendre que la Conférence entendait nouer des relations avec ceux qu'il appelle « les tyrans ».

Comment, disait-il, peut-on demander aux patriotes russes de se rencontrer pour discuter quoi que ce soit avec les hommes qui ont livré la Russie aux Allemands à Brest-Litovsk ?

Hier matin, une réunion présidée par M. Sazonov rassemblait la plupart des membres du Comité russe. Une autre réunion eut lieu, à 5 heures, à l'ambassade. Au cours de cette dernière consultation, le prince Lvov se refusa à toute communication au sujet des opinions exposées par les autres personnalités russes, ainsi que des décisions ultérieures dont ces personnalités ont envisagé l'éventualité.



L'ENGORGEMENT DES QAIS : TONNEAUX DE VIN, DE CIDRE ET DE SALAISONS



L'ENGORGEMENT DES VOIES : AU PREMIER PLAN, DES WAGONS DE POMMES DE TERRE

